

Cette région où l'on innove plus qu'ailleurs

500 millions pour la recherche et l'innovation

« Entre 2010 et 2012, les petites et moyennes entreprises des Pays de la Loire innove plus qu'ailleurs. En particulier dans l'industrie et les services », indique l'Insee dans une étude de 2014. Les entreprises de moins de 20 salariés de la région mettent la gomme plus que leurs homologues ailleurs. Grâce à un écosystème favorable. Le jeu à la ligérienne incite les entreprises à faire cause commune, y compris lorsqu'elles sont concurrentes, et il fait ses preuves. La boîte à outils n'a cessé de s'étoffer avec les clusters, pôles de compétitivité, plateformes d'innovation et autres grosses machines comme les Technocampus. Sans oublier les projets pour les territoires. En additionnant la recherche académique, les soutiens financiers octroyés aux entreprises et à l'agriculture au titre de l'innovation, la construction des grosses locomotives comme les Technocampus et les plateformes régionales d'innovation (PRI), on aboutit à la rondelette somme de 500 millions dépensés durant la dernière mandature. Reste que ce fourmillement, ou inventaire à la Prévert, si l'on préfère, n'est pas toujours lisible pour le grand public.

En tête pour le soutien accordé par chercheur

À Bouguenais, près de Nantes, on imagine le liant végétal du macadam de demain, avec les



résidus du carburant à base d'algues en cours de développement à Saint-Nazaire. Les sons sont étudiés au Mans. Laval et Saint-Nazaire font leur miel de la réalité augmentée. La Vendée pointe en tête avec son réseau électrique intelligent et sa recherche sur l'hydrogène. L'agronomie prépare son futur à Angers. Un temps en retard, la région a mis le paquet. Grâce à l'explosion des grandes écoles dans les années 90, la recherche ligérienne caracole en tête dans de nombreux domaines : la thérapie génique, les matériaux, les énergies marines renouvelables ou l'alimentation et, désormais, l'électronique et le numérique. Les sciences humaines comptent aussi de fameux fleurons. Nantes est en pointe pour l'histoire des religions et l'usage des terres agricoles dans le monde. Au total, ils sont 3 000 chercheurs à œuvrer. 420 thèses sont soutenues tous les ans et on compte 146 laboratoires. Hors aides aux investissements, chaque année, 50 millions d'aides sont accordés aux chercheurs et 20 pour des projets collaboratifs (entreprises-labos).

L'époustouflant décollage du fabricant de drones

Avec 1 400 % de croissance en quatre ans, Pixiel a décroché la palme des entreprises technologiques les plus performantes en Pays de la Loire. Les différentes aides de la Région ont oxygéné le parcours.

Reportage

Les mètres carrés dans la pépinière d'entreprises de Rezé, près de Nantes, ne suffisent plus. Après quatre années sur place, Pixiel va déménager. Où ? C'est encore secret. Dans les bureaux et les pièces emplies de drones à quatre ou six pales, les salariés goûtent la bonne nouvelle du moment : l'entreprise est lauréate du Technology Fast Grand Ouest devant la mythique iAdvize, start-up nantaise qui emploie une centaine de personnes. La jeune pousse a fait la course en tête avec une croissance de très exactement 1 413 % en quatre ans ! Deux fondateurs sont à l'origine de ce parcours fulgurant. Moïse Rogez, ingénieur qualité dans l'agroalimentaire, Lillois qui a posé ses sacs ici, est passionné d'aéromodélisme et d'image. Philippe Baranger, de Toulouse, est branché audiovisuel. Ils s'associent en 2011. Les drones qu'ils construisent fondent comme des aigles. Captent des images pour crever l'écran dans des émissions célèbres : Des racines et des ailes, Top Chef ou Secrets d'Histoire. Les drones sont d'abord pilotés par les gens de l'entreprise. « Mais assez vite, il a été demandé de fournir des solutions sur mesure. On ne pouvait pas vendre des engins de 10 000 à 15 000 € sans le moindre apprentissage », explique Gauthier Six, directeur de la formation. En 2012, la France, première à définir les codes et les usages du drone civil, confirme cette exigence. Les

pilotes doivent être détenteurs de la partie théorique du brevet ULM. S'ajoute une épreuve de dextérité.

2 000 opérateurs de drones

Le drone ne cesse d'élargir la palette de ses usages, en agriculture, dans le bâtiment et les travaux publics ou la sécurité avec, entre autres, la lutte contre les feux de forêts. La liste n'en finit pas de s'allonger et les chiffres donnent le tournis. « Il y avait une trentaine d'opérateurs en 2011-2012, nous en sommes à 2 000 avec 3 300 drones déclarés », déclare Gauthier Six. Depuis son lancement, Pixiel a formé 400 personnes, dont certaines sont devenues clientes à leur tour. Quarante à cinquante drones ont été fabriqués l'an dernier. L'entreprise emploie actuellement dix-huit personnes. « Dans quinze jours nous serons 19,

dans un mois 20 ou 21, avec l'espoir d'atteindre les 35 en 2016. Tout cela va vite. » Vite, au point d'avoir besoin d'un peu de soutien. La Région l'a apporté alors que la société abordait une nouvelle poussée de croissance en 2014. Aide pour les dépôts de brevets, pour le recours à des expertises extérieures, des recrutements, le choix des systèmes informatiques ou le positionnement à l'exportation. L'un dans l'autre, 120 000 € ont été accordés. « C'était bienvenu. Le décollage aurait sans doute été plus compliqué sans cela. Sans compter le risque, pour un fleuron technologique trop juste aux entourures, d'être racheté. Or, nous souhaitons rester français. »

Thierry BALLU.

C. Clergeau plaide pour un consortium à la tête de STX

Le candidat socialiste aux régionales a de nouveau affirmé, hier, son souhait qu'un consortium d'entreprises de l'Ouest puisse s'unir pour être le premier actionnaire au sein du chantier naval de Saint-Nazaire, actuellement détenu par le coréen STX. « La Région pourrait investir 10 à 20 millions d'euros pour prendre 10 % du capital, aux côtés du management du chantier et d'entreprises de l'Ouest. DCNS pourrait être présent dans cet ensemble où l'État resterait actionnaire à 33 %. » Christophe Clergeau souhaite que l'État suscite un tour de table et mandate une banque d'affaires pour mener une telle opération, sans toutefois préciser quelle entreprise pourrait y participer. « Il y a un intérêt pour cette hypothèse », assure-t-il. Présentant son projet pour la filière maritime, il a aussi souhaité la création d'une conférence régionale de la mer et du littoral, une instance consultative qui existe déjà auprès de la Région Bretagne. Il a également plaidé pour une relance des autoroutes de la mer. Selon lui, celle qui relie Montoir à Vigo devrait recevoir « d'un jour à l'autre » le soutien de la Commission européenne et pourrait alors passer de trois à quatre rotations par semaine.